



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

OCTOBRE 2018

NUMERO SPÉCIAL
AVIS D'APPELS À PROJETS

SOMMAIRE

AVIS D'APPELS À PROJETS CONJOINTS

N°AAP-ARS-CTM 18-01 – CRÉATION À TITRE EXPÉRIMENTAL
D'UN EHPAD « HORS LES MURS » DE TYPE EXTENSION D'EHPAD
SUR LE TERRITOIRE CENTRE DE LA MARTINIQUE

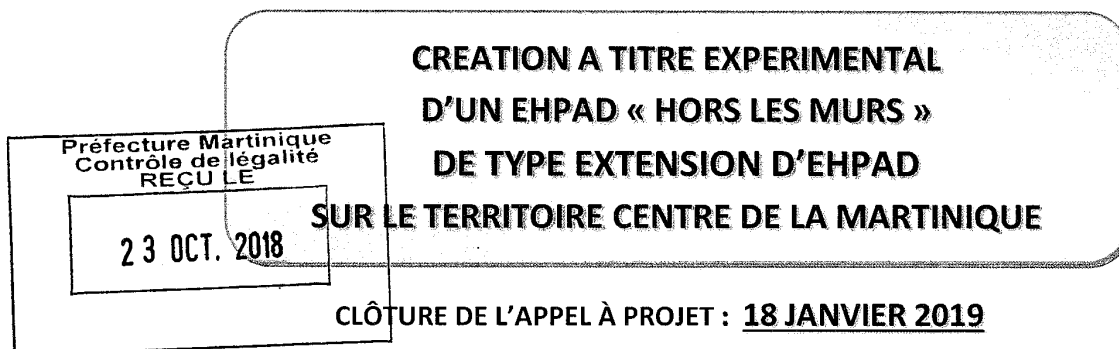
03

N°AAP-ARS-CTM 18-02 - CRÉATION À TITRE EXPÉRIMENTAL
D'UN EHPAD « HORS LES MURS » DE TYPE PLATEFORME MULTI
SERVICES SUR LE TERRITOIRE NORD DE LA MARTINIQUE

20



AVIS D'APPEL À PROJET CONJOINT N°AAP-ARS-CTM 18-01



1 – QUALITE ET ADRESSE DES AUTORITES COMPETENTES POUR DELIVRER L'AUTORISATION

(Conformément à l'article L.313-3 a du code de l'action sociale et des familles)

Monsieur le Directeur Général

De l'Agence Régionale de Santé de Martinique
Centre d'affaires « AGORA »
ZAC de l'Etang Z'Abricot – Pointe des Grives
CS 80656 – 97263 Fort de France Cedex

Monsieur le Président du Conseil Exécutif

De la Collectivité Territoriale de Martinique
Hôtel de la Collectivité – Plateau Roy - Cluny
Rue Gaston Defferre - CS 30137
97201 Fort de France Cedex

2- CONTENU DU PROJET ET OBJECTIFS POURSUIVIS

2-1 Objet de l'appel à projet

Création à titre expérimental d'un EHPAD « hors les murs » (de type Extension d'EHPAD) sur le territoire Centre de la Martinique pour une capacité de 30 personnes âgées dépendantes.
(Communes concernées : Lamentin, Saint Joseph, Fort de France, Schœlcher).

2-2 Cadre juridique de l'appel à projet

- Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- Loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
- Loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'Hôpital et relative aux Patients, à la Santé et aux Territoires (HPST) rénovant la procédure d'autorisation de création, extension et transformation des établissements et services sociaux et médico-sociaux en introduisant une procédure d'appel à projets ;
- Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;



- Décret n° 2010-870 du 26 juillet 2010 relatif à la procédure d'appel à projets et d'autorisation mentionné à l'article L.313-1-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles complété par la circulaire du 28 décembre 2010 ;
- Décret n° 2014-565 du 30 mai 2014 modifiant la procédure d'appel à projet ;
- Décret n° 2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile ;
- Décret n° 2016-801 du 15 juin 2016 modifiant la procédure d'appel à projet et d'autorisation des ESMS.
- Arrêté conjoint PCE/DGARS n° 2148 du 31 juillet 2018 fixant le calendrier prévisionnel indicatif 2018 des appels à projets conjoints ARS/CTM pour la création d'établissements et services sociaux et médico-sociaux.

2-3 Cahier des charges de l'appel à projet

Le **cahier des charges** de l'appel à projet fait l'objet de l'**ANNEXE 1** du présent avis et sera téléchargeable sur les sites internet :

- de l'ARS Martinique : <https://www.martinique.ars.sante.fr>
- et de la Collectivité Territoriale de Martinique : <http://www.collectivitedemartinique.mq/>

Des précisions complémentaires peuvent être sollicitées par les candidats **au plus tard 8 jours avant la date limite de dépôt des dossiers**, par messagerie électronique aux adresses suivantes : ars-martinique-offre-medico-sociale@ars.sante.fr et sesms@collectivitedemartinique.mq en mentionnant, dans l'objet du courriel, la référence de l'appel à projet.

Les projets devront répondre impérativement au contenu du cahier des charges, conformément à l'article L.313-4 .3° du Code de l'Action Sociale et des Familles.

3- MODALITES D'INSTRUCTION DES PROJETS ET CRITERES DE SELECTION

- Au niveau des instructeurs :

Les projets seront analysés par des instructeurs désignés par le Directeur Général de l'ARS et le Président du Conseil Exécutif de Martinique, selon trois étapes :

1. Vérification de la régularité administrative et de la complétude du dossier conformément à l'article R.313-5 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles.
2. Vérification de l'éligibilité du projet au regard des critères de l'appel à projet (public ciblé, capacité, territoire d'implantation, délai de mise en œuvre, budget de fonctionnement) ;
3. Analyse des projets en fonction des critères de sélection (cf. paragraphe 3.1).

- Au niveau de la commission :

Les projets seront examinés et classés par la commission conjointe d'information et de sélection d'appels à projet sociaux et médico-sociaux sous compétence du DGARS et du PCE.

La liste des projets par ordre de classement ainsi que la décision d'autorisation seront publiées selon les mêmes modalités que l'avis d'appel à projets.

La décision d'autorisation est notifiée à l'ensemble des candidats.



Seront déclarés irrecevables et ne seront pas soumis à la commission conjointe de sélection, les projets :

- 1°- déposés au-delà des délais mentionnés dans l'avis d'appel à projet,
- 2°- dont les conditions de régularité administrative mentionnées au 1° de l'article R. 313-4-3 ne sont pas satisfaites,
- 3°- manifestement étrangers à l'objet de l'appel à projet.

En application de l'article R 313-6 du CASF, les décisions de refus préalable des projets seront notifiées dans un délai de huit jours suivant la réunion de la commission.

3-1 Critères de sélection et modalités d'évaluation des projets

- Les critères de sélection et modalités d'évaluation des projets sont précisés dans le cahier des charges de l'appel à projet (**ANNEXE 3**)

4- MODALITES DE DEPÔT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

4-1 Dossier de candidature

Le contenu du dossier de candidature fait l'objet de l'**ANNEXE 2** du présent avis et sera téléchargeable sur les sites internet :

- de l'ARS Martinique : <https://www.martinique.ars.sante.fr>
- et de la Collectivité Territoriale de Martinique : <http://www.collectivitedemartinique.mq/>

4-2 Modalités de dépôt du dossier

Chaque candidat devra adresser, en **une seule fois**, son dossier de candidature complet par **courrier recommandé avec accusé de réception** (*cachet de la poste faisant foi*) **OU** par **dépôt contre récépissé (12h)**, au plus tard le **18 janvier 2019** aux adresses suivantes :

Monsieur le Directeur Général
De l'Agence Régionale de Santé de Martinique
Centre d'affaires « AGORA »
ZAC de l'Etang Z'Abriçot – Pointe des Grives
CS 80656 – 97263 Fort de France Cedex

M. le Président du Conseil Exécutif
De la Collectivité Territoriale De Martinique
Centre Administratif Territorial de Martinique
Direction Générale Adjointe Solidarités
DIRECTION PLANIFICATION ET PROGRAMMATION DES ESMS
(1^{er} étage CATM - bureau N°167)
Boulevard Chevalier Sainte-Marthe
97200 FORT DE FRANCE

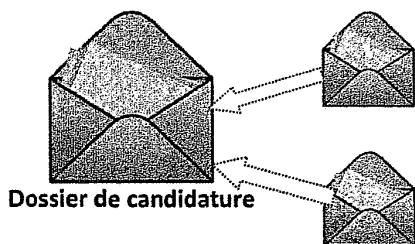
Le dossier sera constitué **au total** de :

- 2 exemplaires en version « papier »
- 1 exemplaire en version électronique (format PDF) envoyé aux adresses suivantes :
ars-martinique-offre-medico-sociale@ars.sante.fr **et** sesms@collectivitedemartinique.mq

Les exemplaires en version « papier » pourront également être déposés, contre récépissé, à l'agence Régionale de Santé **et** à la Collectivité Territoriale de Martinique, aux adresses indiquées ci-dessus, les jours ouvrés aux heures d'ouverture.



Qu'il soit adressé par voie postale ou déposé contre récépissé, le dossier de candidature sera inséré dans une enveloppe cachetée avec les mentions : « **NE PAS OUVRIR – APPEL À PROJET 18-01 EHPAD Hors les murs de type extension d'EHPAD** » qui comprendra deux sous-enveloppes :



une sous-enveloppe portant la mention « **APPEL À PROJET EHPAD » hors les murs » de type extension d'EHPAD– Candidature ».*

une sous-enveloppe portant la mention « **APPEL À PROJET EHPAD » hors les murs » de type extension d'EHPAD– Projet ».*

4-3 Délais de réception des dossiers de candidatures

La date limite de réception des dossiers de candidature à l'Agence Régionale de Santé et à la Collectivité Territoriale de Martinique est fixée au :
VENDREDI 18 JANVIER 2019 À 12 H 00

Les dossiers parvenus ou déposés après la date limite de dépôt ne seront pas recevables (le récépissé de dépôt et le cachet de la poste, faisant foi).

5 – MODALITES DE CONSULTATION DES DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'APPEL A PROJET

Le présent avis d'appel à projet est publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture et de la Collectivité Territoriale de Martinique et vaut ouverture de la période de dépôt des dossiers. Cet avis (avec l'ensemble des documents qui le composent) est consultable et téléchargeable sur les sites :

- de l'ARS Martinique : <https://www.martinique.ars.sante.fr>
- et de la Collectivité Territoriale de Martinique : <http://www.collectivitedemartinique.mq/>

6 – CALENDRIER DE LA PROCEDURE

▪ Date limite de publication de l'avis d'appel à projet au recueil des actes administratifs	19 Octobre 2018
▪ Date limite de réception ou dépôt des dossiers	18 Janvier 2019
▪ Date de la commission de sélection d'appel à projet	Mars 2019
▪ Date limite de notification de l'autorisation	Mai 2019

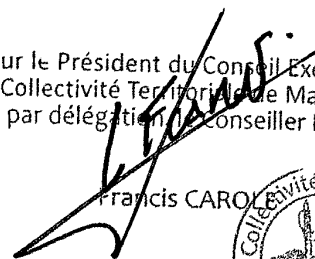

Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé
de la Martinique

P/ Le Directeur Général de l'ARS
Le Directeur Général Adjoint

Olivier COUDIN

Le Président
du Conseil Exécutif
de Martinique

Pour le Président du Conseil Exécutif de
la Collectivité Territoriale de Martinique
et par délégation, le Conseiller Exécutif


Francis CAROL




ANNEXE 1

CAHIER DES CHARGES

AAP-ARS-CTM-N°18-01

**CREATION A TITRE EXPERIMENTAL D'UN EHPAD « HORS LES MURS »
DE TYPE EXTENSION D'UN EHPAD
SUR LE TERRITOIRE CENTRE DE LA MARTINIQUE**

PREAMBULE

Le présent document, annexé à l'avis d'appel à projet émis conjointement par l'Agence Régionale de Santé et la Collectivité Territoriale de Martinique en vue de la création à titre expérimental de **30 places d'EHPAD hors les murs**, sur le territoire de proximité **du Centre** de la Martinique, constitue le cahier des charges auquel les dossiers de candidature devront se conformer.

Il indique les exigences que doit respecter le projet afin de répondre aux besoins médico-sociaux à satisfaire notamment en termes d'accueil et d'accompagnement des personnes.

Il invite les candidats à proposer les modalités de réponse qu'ils estiment les plus aptes à satisfaire aux objectifs et besoins qu'il décrit, afin notamment d'assurer la qualité de l'accueil et de l'accompagnement des personnes ou publics concernés.

1. CADRE JURIDIQUE DE L'APPEL A PROJET

L'Agence Régionale de Santé de la Martinique et la Collectivité Territoriale de Martinique, autorités compétentes en vertu de l'article L.313-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) pour délivrer l'autorisation, soucieux de diversifier les équipements à destination des personnes âgées dépendantes, lancent un appel à projet pour la création d'un EHPAD « Hors les Murs » d'une capacité de 30 places sur le territoire Centre de la Martinique.

Les candidats à l'appel à projet qui gèrent des structures médico-sociales devront être en règle avec les exigences des évaluations de ces mêmes structures.

Le présent cahier des charges est établi conformément aux dispositions de l'article R 313-3 du CASF. Il a pour objectif de définir les conditions de création de l'établissement ainsi que les caractéristiques techniques auxquelles tout candidat devra répondre.



2. CONTEXTE

Les projections démographiques prévoient un vieillissement accéléré de la population martiniquaise. Dès 2020, la population des plus de 60 ans représentera 27,6% de la population contre 18,7% en 2007. En 2040, quatre habitants sur dix aurait 60 ans et plus en Martinique alors qu'il n'était que deux sur dix en 2011. La Martinique deviendrait la deuxième région la plus « vieille » de France après la Corse avec une moyenne d'âge de 48 ans. Les plus de 80 ans seraient 52 000, soit quatre fois plus nombreux qu'aujourd'hui.

Plusieurs facteurs explicatifs majeurs sont mis en avant : le départ des actifs vers l'hexagone, la baisse de la natalité, le retour des antillais à la retraite, et l'arrivée aux grands âges des personnes nées entre 1955 et 1975 et l'amélioration de l'espérance de vie.

L'offre actuelle de prise en charge des personnes âgées dépendantes est articulée autour d'EHPAD et de Services d'aide à domicile (SSIAD et SAAD, auxquels s'ajoutent les coordinations SPASAD).

Néanmoins, au regard des besoins, plusieurs limites sont observées :

- un manque de place en EHPAD ;
- une faiblesse d'habitats intermédiaires pour les personnes âgées entre l'EHPAD et le domicile : foyers logements, béguinage, résidences seniors services ;
- un manque de dispositif renforcé d'aide à domicile ;
- une offre d'animation portée généralement par les communes et leur CCAS (Services d'animation et de vie sociale, club du 3ème âge), les associations et les établissements et services médico-sociaux ;
- l'insuffisance numérique des dispositifs de coordination (CLIC, MAIA) ;
- des disparités territoriales : le territoire Nord Atlantique est le moins pourvu en places d'hébergement ;
- la prévalence forte de la maladie d'Alzheimer ou troubles apparentés chez les personnes âgées ;
- une problématique de transports et déplacements.

A ce contexte s'ajoutent plusieurs réalités repérées :

- le maintien d'une préférence pour le domicile
- le recours aux urgences important chez certaines personnes de plus de 75 ans
- l'épuisement des aidants et le développement des besoins de répit
- des besoins de prise en charge la nuit et le week-end.

Dans ce contexte, les autorités de régulation de l'offre, ARS et CTM, fortes des orientations du PRS 2018-2028 et du Schéma de l'Autonomie 2018-2023 ont décidé de s'appuyer sur le programme PAERPA pour développer de manière expérimentale une offre alternative appelée « EHPAD hors les murs » ciblée sur le territoire Centre de la Martinique.



3. IDENTIFICATION DES BESOINS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX A SATISFAIRE

Aujourd'hui, le constat est établi que la plupart des personnes âgées manifeste le désir de rester chez elles le plus longtemps possible mais que dans le même temps, les familles ont les plus grandes difficultés à assurer ce choix.

L'offre actuelle de prise en charge des personnes âgées dépendantes est articulée autour des établissements d'hébergement des personnes âgées dépendantes (EHPAD) et des services d'aide à domicile (SSIAD et SAAD). Ces derniers mobilisent de nombreux intervenants et une coordination limitée entre eux. Par ailleurs, ces services ne sont effectifs qu'en journée (pas la nuit) et leur continuité n'est pas effective 7 jours sur 7.

Or, la diversité des caractéristiques et des besoins des personnes âgées rend nécessaire une diversification de l'offre d'accueil et d'hébergement qui leur est destinée.

Face à ce constat, les autorités de régulation de l'offre, l'Agence Régionale de Santé et la Collectivité Territoriale de Martinique entendent développer de manière expérimentale une offre nouvelle appelée « **EHPAD hors les murs** ».

L'objectif de cette expérimentation est de proposer à ces personnes et à leur famille une véritable alternative qui évite les ruptures de parcours.

Ce dispositif repose sur une inversion des logiques : ce sont les services de l'EHPAD qui sont transposés au domicile de la personne âgée. Il s'agit pour lui, d'assurer une prise en charge globale, coordonnée et de qualité sur le long terme et qui réponde à l'ensemble de ses besoins en matière d'hébergement, de dépendance et de soins.

Cet appel à projet s'inscrit dans le cadre :

- du **Projet Régional de Santé 2018-2022** notamment le **Schéma Régional de Santé – Favoriser le maintien à domicile dans des conditions dignes et respectueuses des capacités et attentes de la personne âgée et innover en matière d'accueil et d'hébergement des personnes âgées et en perte d'autonomie.**
- du **Schéma de l'Autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap 2018- 2023** au titre de **l'axe 3 –Renforcer l'accompagnement au domicile et l'aide aux aidants - Objectif 8 – Optimiser et développer le recours et l'accès aux solutions de répit ;**
- et du déploiement, sur le territoire, du dispositif **PAERPA**, parcours de santé des aînés.



4. ELEMENTS DE CADRAGE DU PROJET

➤ Capacité d'accueil

Le présent appel à projet a pour objet la **création de 30 places « d'EHPAD hors les murs » par extension de la capacité d'accueil d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) existant**, dans le cadre d'une expérimentation.

L'EHPAD existant devra se positionner en tant que pivot afin d'organiser la prise en charge des personnes âgées dépendantes souhaitant rester à domicile. Le dispositif devra fonctionner 7 jours /7, 24 heures sur 24.

➤ Public cible

Ce dispositif s'adresse à un public de **personnes âgées dépendantes en GIR 3 à 4** (*et par exception GIR 1 et 2*) nécessitant une intervention coordonnée des services d'accompagnement (SSIAD, SAAD, infirmiers libéraux...).

L'orientation vers le dispositif sera suivie d'une révision du plan d'aide APA, avec acceptation expresse du bénéficiaire de passer en mode « prestataire ».

➤ Territoire d'implantation de l'EHPAD et territoire d'intervention

Le territoire d'implantation de l'EHPAD existant est celui du Centre de la Martinique, lequel regroupe les communes de *Fort-de-France, Lamentin, Saint-Joseph et Schœlcher*.

Le territoire d'intervention est identique au territoire d'implantation de l'EHPAD.

Le territoire d'expérimentation devra être clairement défini par le porteur de projet qui veillera à démontrer la coordination qui sera mise en œuvre avec l'ensemble des acteurs intervenant sur la zone géographique et intégrés dans le futur dispositif.

Le calcul du temps d'intervention EHPAD/Domicile devra être mentionné dans le projet.

Le périmètre déterminé devra être cohérent au regard des prestations et des moyens mis en œuvre pour le fonctionnement des places d'EHPAD hors les murs, qui par nature sont dispersées.

➤ Modèle de gouvernance

Les places d'« EHPAD hors les murs » constituent une extension de l'EHPAD existant. A ce titre, la gouvernance du dispositif sera celle de l'EHPAD support.

➤ Caractère expérimental

L'expérimentation sera menée sur **trois ans** aux termes desquels, une évaluation sera menée par les autorités. Le projet présenté devra proposer des indicateurs de suivi et de résultat.



5. ETAT DESCRIPTIF DES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU PROJET

La structure assure pour les résidents à domicile, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, des prestations analogues à celles proposées aux résidents hébergés au sein de l'établissement en matière d'hébergement, de dépendance et de soins et ce, en fonction des besoins identifiés de la personne.

→ Organisation de la prise en charge

Après évaluation au domicile par un binôme médecin coordonnateur et case manager, et après admission, la prise en charge de la personne âgée dépendante sera assurée dans le cadre d'un plan d'aide adapté.

L'EHPAD support s'engage, par ailleurs, à réserver à toute heure du jour et de la nuit, quelle que soit la période de l'année, une chambre pour accueillir en cas de besoin, pour une période de répit ou en cas d'urgence, une personne prise en charge à l'EHPAD hors les murs.

→ Sécurisation à domicile

Préalablement à toute admission, l'établissement support se chargera d'effectuer un diagnostic du domicile par un professionnel afin d'évaluer les possibilités du maintien à domicile en adaptant le logement aux besoins de la personne âgée.

Le diagnostic précisera les besoins de travaux du logement (équipements de mobilité, équipements de sommeil, sanitaires adaptés, domotiques. Il préconisera une orientation vers le dispositif financier adapté en mobilisant d'abord les aides de droit commun. Il fournira une liste d'opérateurs à l'usager.

Pour assurer la sécurité des résidents à leur domicile et déclencher le cas échéant, l'intervention des professionnels, l'établissement support devra mettre à leur disposition un dispositif de téléalarme et téléassistance.

Le projet devra décrire les différents outils et l'organisation mise en place dans ce cadre.

Les modalités précises seront détaillées par le porteur du projet, qui pourra proposer d'autres prestations, qu'il jugera utiles, et qui seront étudiées dans le cadre de sa candidature.

→ Personnel dédié à l'expérimentation

La structure support doit s'assurer le concours d'une équipe pluridisciplinaire qui comprendra les compétences suivantes :

- Case manager avec de préférence le profil d'un infirmier coordinateur (IDEC) ;
- Médecin coordonnateur ;
- Ergothérapeute ou autre ;
- Aide-soignant, AMP ou ASG ;
- animateur ;
- Autres : à préciser par le candidat, le cas échéant.



Le candidat veillera à décrire précisément dans sa réponse : les profils de poste par type de professionnels, les modalités d'organisation, de mutualisation et d'articulation qu'il entend dédier à l'expérimentation ainsi que les modalités de formation qu'il entend mettre en œuvre le cas échéant. Il fournira un exemple de planning hebdomadaire type.

→ **Moyens matériels**

Le candidat indiquera les moyens matériels : systèmes d'information, outils numériques, domotiques et véhicules etc... qu'il envisage d'utiliser pour la mise en œuvre du projet.

➔ **Partenariats et coopération**

L'établissement support veillera à décrire l'articulation avec l'EHPAD hors les murs dans son environnement notamment les partenariats qu'il envisage, ainsi que leurs formes, le cas échéant.

➔ **Coût de fonctionnement et modalités de financement**

a) **Cadrage budgétaire**

Le candidat transmettra un budget prévisionnel de fonctionnement de l'EHPAD « hors les murs » en année pleine. Il sera accompagné du programme d'investissement lié au projet et son plan pluriannuel de financement.

b) **Modalités de financement**

Le financement du dispositif d'EHPAD « Hors les murs » s'appuiera sur :

- **une Dotation globale « Soins » : 433 287 € (en année pleine).**
- **un forfait Autonomie financé sur fonds PAERPA : 63 370 € .**
Ces dotations feront l'objet d'un suivi et pourront être réajustées en N+1 suivant l'activité réalisée. Le nombre de journées annuelles maximales est porté à 10 950.
- **l'APA à domicile** du bénéficiaire, versé à l'établissement (ou au service) par la CTM, sur présentation de factures et justificatifs de suivi.
- **une participation mensuelle de l'utilisateur** entre 100 € et 150 €.
- **Habilitation à l'aide sociale** : l'habilitation des places à l'aide sociale à l'hébergement n'est pas prévue.

➔ **Evaluation**

Le candidat devra préciser les modalités de mise en place de l'évaluation annuelle de l'activité du dispositif d'EHPAD hors les murs (*activité générale, profils des usagers, nombre de prestations, durée de la prestation...*).

➔ **Délai de mise en œuvre du projet**

Le projet devra être mis en œuvre au plus tard le : **1^{er} JUILLET 2019.**



ANNEXE 2

AAP-ARS-CTM-N°18-01

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER DE CANDIDATURE

En application des dispositions de l'article R. 313-4-3 du Code de l'action sociale et des familles, chaque candidat, personne physique ou morale gestionnaire responsable du projet, adresse en une seule fois à l'autorité [...] compétente, par **lettre recommandée avec avis de réception** ou **par tout autre moyen permettant d'attester de la date de leur réception**, les documents suivants :

1° CONCERNANT SA CANDIDATURE :

- A. les documents permettant de l'identifier, notamment un exemplaire de ses statuts s'il s'agit d'une personne morale de droit privé ;
(Présentation complète de la structure : composition du C.A, siège social, localisation, historique, projet associatif).
- B. une déclaration sur l'honneur certifiant qu'il n'est pas l'objet de l'une des condamnations devenues définitives mentionnées au livre III du CASF ;
- C. une déclaration sur l'honneur certifiant qu'il n'est l'objet d'aucune des procédures mentionnées aux articles L. 313-16, L. 331-5, L. 471-3, L. 472-10, L. 474-2 ou L. 474-5 du CASF ;
- D. une copie de la dernière certification aux comptes s'il y est tenu en vertu du code du commerce ;
- E. des éléments descriptifs de son activité dans le domaine social et médico-social et de la situation financière de cette activité ou de son but social ou médico-social tel que résultant de ses statuts lorsqu'il ne dispose pas encore d'une telle activité.

2° CONCERNANT SON PROJET :

- A. Tout document permettant de décrire de manière complète le projet en réponse aux besoins décrits par le cahier des charges ;
- B. Un état descriptif des principales caractéristiques auxquelles le projet doit satisfaire, dont le contenu minimal est fixé par **arrêté du 30 août 2010 (*)**, comportant notamment un bilan financier, un plan de financement et un budget prévisionnel ;
- C. Le cas échéant, l'exposé précis des variantes proposées et les conditions de respect des exigences minimales que ces dernières doivent respecter ;
- D. Dans le cas où plusieurs personnes physiques ou morales gestionnaires s'associent pour proposer un projet, un état descriptif des modalités de coopération envisagées.

(*) voir ci-après



Contenu de l'arrêté du 30 août 2010

I° Un dossier relatif aux démarches et procédures propres à garantir la qualité de la prise en charge comprenant :

- *un avant-projet du projet d'établissement mentionné à l'article L.311-8 ;*
- *l'énoncé des dispositions propres à garantir les droits des usagers en application des articles L.311-3 à L.311-8 ainsi que, le cas échéant, les solutions envisagées en application de l'article L.311-9 pour garantir le droit à une vie familiale des personnes accompagnées ;*
(Livret d'accueil, le document de prise en charge, le règlement de fonctionnement...) ;
- *la méthode d'évaluation prévue pour l'application du premier alinéa de l'article L.312-8, ou le résultat des évaluations faites en application du même article dans le cas d'une extension ou d'une transformation ;*
- *le cas échéant, les modalités de coopération envisagées en application de l'article L.312-7 ;*

II° Un dossier relatif aux personnels comprenant :

- *une répartition prévisionnelle des effectifs par type de qualification ;*
(Organigramme, planning, fiches de poste, convention collective, modalités de formation)

III° Un dossier financier comportant outre le bilan financier du projet et le plan de financement de l'opération, mentionnés au 2° de l'article R.313-4-3 du même code :

- a) les comptes annuels consolidés de l'organisme gestionnaire lorsqu'ils sont obligatoires ;*
- b) le programme d'investissement prévisionnel précisant la nature des opérations, leurs coûts), leurs modes de financement les incidences sur le budget d'exploitation de l'établissement du plan de financement mentionné ci-dessus ;*
- c) le cas échéant, les incidences sur les dépenses restant à la charge des personnes accueillies ;*
- d) le budget prévisionnel en année pleine de l'établissement pour sa première année de fonctionnement. (tarifs prévisionnels)*

Les modèles des documents relatifs au bilan financier, au plan de financement et à celui mentionné au d) sont fixés par arrêté du ministre chargé de l'action sociale.



ANNEXE 3

AAP-ARS-CTM-N°18-01

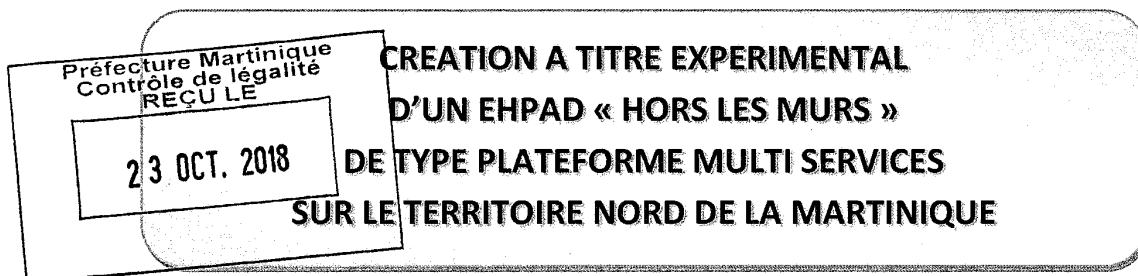
CRITERES DE SELECTION ET MODALITES DE NOTATION OU D'EVALUATION

Thèmes	Critères	Note	Total de points
Qualité et cohérence du projet de service	Modalités de mise en œuvre de l'EHPAD Hors les Murs.	/10	/60
	Modalités de suivi et d'évaluation de la prise en charge.	/10	
	Modalités d'élaboration et de mise en œuvre du projet individualisé.	/10	
	Adaptation du projet au public et garantie des droits des usagers.	/10	
	Cohérence des effectifs, de la qualification et de formation des personnels adaptés au public (plan de formation, analyse des pratiques, composition de l'équipe...).	/10	
	Modalités de coordination avec les partenaires institutionnels et tout autre partenaire visant à assurer l'offre d'accompagnement, à l'inscrire dans son environnement (qualité de formalisation de partenariats).	/10	
Compétence et expérience du candidat	Connaissance du champ de la prise en charge des personnes âgées dépendantes et des textes réglementaires.	/10	/10
Efficience médico-économique du projet	Capacité financière du candidat à porter un projet d'EHPAD Hors les Murs.	/10	/30
	Cohérence et analyse du budget.	/10	
	Respect du cahier des charges et des coûts plafonds.	/10	
Total		/100	/100

Le classement des projets sera réalisé en fonction du nombre total des points obtenus au vu de la note attribuée à chaque critère.



AVIS D'APPEL À PROJET CONJOINT N°AAP-ARS-CTM 18-02



CLÔTURE DE L'APPEL À PROJET : 18 JANVIER 2019

1 – QUALITE ET ADRESSE DES AUTORITES COMPETENTES POUR DELIVRER L'AUTORISATION

(Conformément à l'article L.313-3 a du code de l'action sociale et des familles)

Monsieur le Directeur Général

De l'Agence Régionale de Santé de Martinique
Centre d'affaires « AGORA »
ZAC de l'Etang Z'Abricot – Pointe des Grives
CS 80656 – 97263 Fort de France Cedex

Monsieur le Président du Conseil Exécutif

De la Collectivité Territoriale de Martinique
Hôtel de la Collectivité – Plateau Roy Cluny
Rue Gaston Defferre - CS 30137
97201 Fort de France Cedex

2- CONTENU DU PROJET ET OBJECTIFS POURSUIVIS

2-1 Objet de l'appel à projet

Création d'un EHPAD « hors les murs » de type plateforme multi services sur le territoire Nord de la Martinique pour une file active de 30 personnes âgées dépendantes.

(Communes concernées : Bellefontaine, Carbet, Case-Pilote, Fonds-Saint-Denis, Morne-Vert, Morne-Rouge, Prêcheur, Saint-Pierre, Grand-Rivière, Ajoupa-Bouillon, Marigot, Macouba, Basse-Pointe, Lorrain, Sainte-Marie, Trinité, Gros-Morne, Robert).

2-2 Cadre juridique de l'appel à projet

- Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- Loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
- Loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'Hôpital et relative aux Patients, à la Santé et aux Territoires (HPST) rénovant la procédure d'autorisation de création, extension et transformation des établissements et services sociaux et médico-sociaux en introduisant une procédure d'appel à projets ;
- Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;



- Décret n° 2010-870 du 26 juillet 2010 relatif à la procédure d'appel à projets et d'autorisation mentionné à l'article L.313-1-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles complété par la circulaire du 28 décembre 2010 ;
- Décret n° 2014-565 du 30 mai 2014 modifiant la procédure d'appel à projet ;
- Décret n° 2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile ;
- Décret n°2016-801 du 15 juin 2016 modifiant la procédure d'appel à projet et d'autorisation des ESMS.
- Arrêté conjoint PCE/DGARS n° 2148 du 31 juillet 2018 fixant le calendrier prévisionnel indicatif 2018 des appels à projets conjoints ARS/CTM pour la création d'établissements et services sociaux et médico-sociaux.

2-3 Cahier des charges de l'appel à projet

Le **cahier des charges** de l'appel à projet fait l'objet de **l'ANNEXE 1** du présent avis et sera téléchargeable sur les sites internet :

- de l'ARS Martinique : <https://www.martinique.ars.sante.fr>
- et de la Collectivité Territoriale de Martinique : <http://www.collectivitedemartinique.mq/>

Des précisions complémentaires peuvent être sollicitées par les candidats **au plus tard 8 jours avant la date limite de dépôt des dossiers**, par messagerie électronique aux adresses suivantes : ars-martinique-offre-medico-sociale@ars.sante.fr et sesms@collectivitedemartinique.mq en mentionnant, dans l'objet du courriel, la référence de l'appel à projet.

Les projets devront répondre impérativement au contenu du cahier des charges, conformément à l'article L.313-4 .3° du Code de l'Action Sociale et des Familles.

3- MODALITES D'INSTRUCTION DES PROJETS ET CRITERES DE SELECTION

- Au niveau des instructeurs :

Les projets seront analysés par des instructeurs désignés par le Directeur Général de l'ARS et le Président du Conseil Exécutif de Martinique, selon trois étapes :

1. Vérification de la régularité administrative et de la complétude du dossier conformément à l'article R.313-5 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles.
2. Vérification de l'éligibilité du projet au regard des critères de l'appel à projet (public ciblé, capacité, territoire d'implantation, délai de mise en œuvre, budget de fonctionnement) ;
3. Analyse des projets en fonction des critères de sélection (cf. paragraphe 3.1).

- Au niveau de la commission :

Les projets seront examinés et classés par la commission conjointe d'information et de sélection d'appels à projet sociaux et médico-sociaux sous compétence du DGARS et du PCE.

La liste des projets par ordre de classement ainsi que la décision d'autorisation seront publiées selon les mêmes modalités que l'avis d'appel à projets.

La décision d'autorisation est notifiée à l'ensemble des candidats.



Seront déclarés irrecevables et ne seront pas soumis à la commission conjointe de sélection, les projets :

- 1°- déposés au-delà des délais mentionnés dans l'avis d'appel à projet,
- 2°- dont les conditions de régularité administrative mentionnées au 1° de l'article R. 313-4-3 ne sont pas satisfaites,
- 3°- manifestement étrangers à l'objet de l'appel à projet.

En application de l'article R 313-6 du CASF, les décisions de refus préalable des projets seront notifiées dans un délai de huit jours suivant la réunion de la commission.

3-1 Critères de sélection et modalités d'évaluation des projets

- Les critères de sélection et modalités d'évaluation des projets sont précisés dans le cahier des charges de l'appel à projet (**ANNEXE 3**)

4- MODALITES DE DEPÔT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

4-1 Dossier de candidature

Le contenu du dossier de candidature fait l'objet de l'**ANNEXE 2** du présent avis et sera téléchargeable sur les sites internet :

- de l'ARS Martinique : <https://www.martinique.ars.sante.fr>
- et de la Collectivité Territoriale de Martinique : <http://www.collectivitedemartinique.mq/>

4-2 Modalités de dépôt du dossier

Chaque candidat devra adresser, en **une seule fois**, son dossier de candidature complet par **courrier recommandé avec accusé de réception** (*cachet de la poste faisant foi*) **OU** par **dépôt contre récépissé (12h)**, au plus tard le **18 janvier 2019** **aux adresses suivantes** :

Monsieur le Directeur Général
De l'Agence Régionale de Santé de Martinique
Centre d'affaires « AGORA »
ZAC de l'Etang Z'Abricot – Pointe des Grives
CS 80656 – 97263 Fort de France Cedex

M. le Président du Conseil Exécutif
De la Collectivité Territoriale De Martinique
Centre Administratif Territorial de Martinique
Direction Générale Adjointe Solidarités
DIRECTION PLANIFICATION ET PROGRAMMATION DES ESMS
(1^{er} Etage – Bureau n°167)
Boulevard Chevalier Sainte-Marthe
97200 FORT DE FRANCE

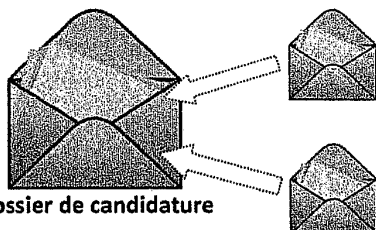
Le dossier sera constitué **au total** de :

- 2 exemplaires en version « papier »
- 1 exemplaire en version électronique (format PDF) envoyé à aux adresses suivantes : ars-martinique-offre-medico-sociale@ars.sante.fr **et** sesms@collectivitedemartinique.mq

Les exemplaires en version « papier » pourront également être déposés, contre récépissé, à l'agence Régionale de Santé **et** à la Collectivité Territoriale de Martinique, aux adresses indiquées ci-dessus, les jours ouvrés aux heures d'ouverture.



Qu'il soit adressé par voie postale ou déposé contre récépissé, le dossier de candidature sera inséré dans une enveloppe cachetée avec les mentions : « **NE PAS OUVRIR – APPEL À PROJET 18-02 EHPAD Hors les murs de type plateforme multi-services** » qui comprendra deux sous-enveloppes :



Dossier de candidature

*une sous-enveloppe portant la mention « **APPEL À PROJET EHPAD « hors les murs » de type plateforme multi-services – Candidature** ».

*une sous-enveloppe portant la mention « **APPEL À PROJET EHPAD « hors les murs » de type plateforme multi-services – Projet** ».

4-3 Délais de réception des dossiers de candidatures

La date limite de réception des dossiers de candidature à l'Agence Régionale de Santé Et à la Collectivité Territoriale de Martinique est fixée au :
VENDREDI 18 JANVIER 2019 À 12 H 00

Les dossiers parvenus ou déposés après la date limite de dépôt ne seront pas recevables (le récépissé de dépôt faisant foi et non pas le cachet de la poste).

5 – MODALITES DE CONSULTATION DES DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'APPEL A PROJET

Le présent avis d'appel à projet est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et de la Collectivité Territoriale de Martinique et vaut ouverture de la période de dépôts des dossiers. Cet avis (avec l'ensemble des documents qui le composent) est consultable et téléchargeable sur les sites :

- de l'ARS Martinique : <https://www.martinique.ars.sante.fr>
- et de la Collectivité Territoriale de Martinique : <http://www.collectivitedemartinique.mq/>

6 – CALENDRIER DE LA PROCEDURE

▪ Date limite de publication de l'avis d'appel à projet au recueil des actes administratifs	19 octobre 2018
▪ Date limite de réception ou dépôt des dossiers	18 janvier 2019
▪ Date de la commission de sélection d'appel à projet	Mars 2019
▪ Date limite de notification de l'autorisation	Mai 2019

Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé
de la Martinique
P/ Le Directeur Général de l'ARS
Le Directeur Général Adjoint



Olivier COUDIN

Le Président
du Conseil Exécutif
de Martinique

Pour le Président du Conseil Exécutif de
la Collectivité Territoriale de Martinique
et par délégation, le Conseiller Exécutif





ANNEXE 1 CAHIER DES CHARGES

AAP-ARS-CTM-N°18-02

CREATION A TITRE EXPERIMENTAL D'UN EHPAD « *HORS LES MURS* » DE TYPE PLATEFORME MULTI-SERVICES SUR LE TERRITOIRE NORD DE LA MARTINIQUE

PREAMBULE

Le présent document, annexé à l'avis d'appel à projet émis conjointement par l'Agence Régionale de Santé et la Collectivité Territoriale de Martinique en vue de la création à titre expérimental d'un **EHPAD hors les murs**, de type plateforme multi-services, sur le territoire de proximité **Nord** de la Martinique, constitue le cahier des charges auquel les dossiers de candidature devront se conformer.

Il indique les exigences que doit respecter le projet afin de répondre aux besoins médico-sociaux à satisfaire notamment en termes d'accueil et d'accompagnement des personnes âgées dépendantes à domicile.

Il invite les candidats à proposer les modalités de réponse qu'ils estiment les plus aptes à satisfaire aux objectifs et besoins qu'il décrit, afin notamment d'assurer la qualité de l'accueil et de l'accompagnement des personnes ou publics concernés.

1. CADRE JURIDIQUE DE L'APPEL A PROJET

L'Agence Régionale de Santé de la Martinique et la Collectivité Territoriale de Martinique, autorités compétentes en vertu de l'article L.313-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) pour délivrer l'autorisation, soucieux de diversifier les équipements à destination des personnes âgées dépendantes, lancent un appel à projet pour la création d'un EHPAD « Hors les Murs » de type plateforme multi-services de 30 places sur le territoire de proximité Nord de la Martinique.

Le présent cahier des charges est établi conformément aux dispositions de l'article R 313-3 du CASF. Il a pour objectif de définir les conditions de création, à titre expérimental, de la plateforme multiservices ainsi que les caractéristiques techniques auxquelles tout candidat devra répondre.



2. CONTEXTE

Les projections démographiques prévoient un vieillissement accéléré de la population martiniquaise. Dès 2020, la population des plus de 60 ans représentera 27,6% de la population contre 18,7% en 2007. En 2040, quatre habitants sur dix aurait 60 ans et plus en Martinique alors qu'il n'était que deux sur dix en 2011. La Martinique deviendrait la deuxième région la plus « vieille » de France après la Corse avec une moyenne d'âge de 48 ans. Les plus de 80 ans seraient 52 000, soit quatre fois plus nombreux qu'aujourd'hui.

Plusieurs facteurs explicatifs majeurs sont mis en avant : le départ des actifs vers l'hexagone, la baisse de la natalité, le retour des antillais à la retraite, et l'arrivée aux grands âges des personnes nées entre 1955 et 1975 et l'amélioration de l'espérance de vie.

L'offre actuelle de prise en charge des personnes âgées dépendantes est articulée autour d'EHPAD et de Services d'aide à domicile (SSIAD et SAAD, auxquels s'ajoutent les coordinations SPASAD).

Néanmoins, au regard des besoins, plusieurs limites sont observées :

- un manque de places en EHPAD ;
- une faiblesse d'habitats intermédiaires pour les personnes âgées entre l'EHPAD et le domicile : foyers logements, béguinage, résidences seniors services ;
- un manque de dispositif renforcé d'aide à domicile ;
- une offre d'animation portée généralement par les communes et leur CCAS (Services d'animation et de vie sociale, club du 3ème âge), les associations et les établissements et services médico-sociaux ;
- l'insuffisance numérique des dispositifs de coordination (CLIC, MAIA) ;
- des disparités territoriales : le territoire Nord Atlantique est le moins pourvu en places d'hébergement ;
- la prévalence forte de la maladie d'Alzheimer ou troubles apparentés chez les personnes âgées ;
- une problématique de transports et déplacements.

A ce contexte s'ajoutent plusieurs réalités repérées :

- le maintien d'une préférence pour le domicile
- le recours aux urgences important chez certaines personnes de plus de 75 ans
- l'épuisement des aidants et le développement des besoins de répit
- des besoins de prise en charge la nuit et le week-end.

Dans ce contexte, les autorités de régulation de l'offre, ARS et CTM, fortes des orientations du PRS 2018-2028 et du Schéma de l'Autonomie 2018-2023 ont décidé de s'appuyer sur le programme PAERPA pour développer de manière expérimentale une offre alternative appelée « EHPAD hors les murs » ciblée sur le territoire Nord de la Martinique.



3. IDENTIFICATION DES BESOINS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX A SATISFAIRE

Aujourd'hui, le constat est établi que la plupart des personnes âgées manifeste le désir de rester chez elles le plus longtemps possible mais que dans le même temps, les familles ont les plus grandes difficultés à assurer ce choix.

L'offre actuelle de prise en charge des personnes âgées dépendantes est articulée autour des établissements d'hébergement des personnes âgées dépendantes (EHPAD) et des services d'aide à domicile (SSIAD et SAAD). Ces derniers mobilisent de nombreux intervenants et une coordination limitée entre eux. Par ailleurs, ces services ne sont effectifs qu'en journée (pas la nuit) et leur continuité n'est pas effective 7 jours sur 7.

Or, la diversité des caractéristiques et des besoins des personnes âgées rend nécessaire une diversification de l'offre d'accueil et d'hébergement qui leur est destinée.

Face à ce constat, les autorités de régulation de l'offre, l'Agence Régionale de Santé et la Collectivité Territoriale de Martinique entendent développer de manière expérimentale une offre nouvelle appelée « EHPAD hors les murs ».

L'objectif de cette expérimentation est de proposer à ces personnes et à leur famille une véritable alternative qui évite les ruptures de parcours.

Ce dispositif repose sur une inversion des logiques : ce sont les services de type EHPAD qui sont transposés au domicile de la personne âgée. Il s'agit d'assurer une prise en charge globale, coordonnée et de qualité sur le long terme et qui réponde à l'ensemble des besoins en matière d'hébergement, de dépendance et de soins.

Cet appel à projet s'inscrit dans le cadre :

- du **Projet Régional de Santé 2018-2022** notamment le **Schéma Régional de Santé – Favoriser le maintien à domicile dans des conditions dignes et respectueuses des capacités et attentes de la personne âgée et innover en matière d'accueil et d'hébergement des personnes âgées et en perte d'autonomie.**
- du **Schéma de l'Autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap 2018- 2023** au titre de l'**axe 3 –Renforcer l'accompagnement au domicile et l'aide aux aidants - Objectif 8 – Optimiser et développer le recours et l'accès aux solutions de répit ;**
- et du déploiement, sur le territoire, du dispositif **PAERPA**, parcours de santé des aînés.



4. ELEMENTS DE CADRAGE DU PROJET

➤ Capacité d'accueil

Le présent appel à projet a pour objet la **création de 30 places « d'EHPAD hors les murs » de type plateforme multi-services**, dans le cadre d'une expérimentation.

Le dispositif devra fonctionner 7 jours /7, 24 heures sur 24.

➤ Public cible

Ce dispositif s'adresse à un public de **personnes âgées dépendantes en GIR 3 à 4** (et par exception GIR 1 et 2) nécessitant une intervention coordonnée des services d'accompagnement (SSIAD, SAAD, infirmiers libéraux...).

L'orientation vers le dispositif sera suivie d'une révision du plan d'aide APA, avec acceptation expresse du bénéficiaire de passer en mode « prestataire ».

➤ Territoire d'intervention

Le territoire d'intervention de la plateforme multi-services est celui du Nord de la Martinique, lequel regroupe les communes de *Bellefontaine, Carbet, Case-Pilote, Fonds-Saint-Denis, Morne-Vert, Morne-Rouge, Prêcheur, Saint-Pierre, Grand-Rivière, Ajoupa-Bouillon, Marigot, Macouba, Basse-Pointe, Lorrain, Sainte-Marie, Trinité, Gros-Morne et Robert*.

Le territoire d'expérimentation devra être clairement défini par le porteur de projet qui veillera à démontrer la coordination qui sera mise en œuvre avec l'ensemble des acteurs intervenant sur la zone géographique et intégrés dans le futur dispositif.

Le calcul du temps d'intervention de la plateforme multi-services au domicile devra être mentionné dans le projet.

Le périmètre déterminé devra être cohérent au regard des prestations et des moyens mis en œuvre pour le fonctionnement de la plateforme multi-services.

➤ Modèle de gouvernance

La plateforme multi-services constitue un « EHPAD hors les murs ». Le porteur de projet (*personne morale ou service autorisé*) en assume la gouvernance.

➤ Caractère expérimental

L'expérimentation sera menée sur **trois ans** aux termes desquels, une évaluation sera menée par les autorités. Le projet présenté devra proposer des indicateurs de suivi et de résultat.



5. ETAT DESCRIPTIF DES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU PROJET

La plateforme multi-services assure pour les résidents à domicile, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, des prestations analogues à celles proposées aux résidents hébergés au sein d'un établissement en matière d'hébergement, de dépendance et de soins et ce, en fonction des besoins identifiés de la personne.

→ Organisation de la prise en charge

Après évaluation au domicile par un binôme médecin coordonnateur et case manager, et après admission, la prise en charge de la personne âgée dépendante sera assurée dans le cadre d'un plan d'aide adapté.

Le porteur de projet s'engage à conventionner avec un EHPAD pour l'accueil, en cas de besoin, d'une personne prise en charge par la plateforme, et ce à toute heure du jour et de la nuit et quelle que soit la période de l'année (*période de répit ou en cas d'urgence*).

→ Sécurisation à domicile

Préalablement à toute admission, le porteur de projet se chargera d'effectuer un diagnostic du domicile par un professionnel qualifié afin d'évaluer les possibilités du maintien à domicile en adaptant le logement aux besoins de la personne âgée.

Le diagnostic précisera les besoins de travaux du logement (équipements de mobilité, équipements de sommeil, sanitaires adaptés, domotiques). Il préconisera une orientation vers le dispositif financier adapté en mobilisant d'abord les aides de droit commun. Il fournira une liste d'opérateurs à l'utilisateur.

Pour assurer la sécurité de la personne âgée à son domicile et déclencher le cas échéant, l'intervention des professionnels, le porteur de projet devra mettre à leur disposition un dispositif de téléalarme et téléassistance.

Le projet devra décrire les différents outils et l'organisation mise en place dans ce cadre.

Les modalités précises seront détaillées par le porteur du projet, qui pourra proposer d'autres prestations, qu'il jugera utiles, et qui seront étudiées dans le cadre de sa candidature.

→ Personnel dédié à l'expérimentation

Le porteur de projet doit s'assurer, le cas échéant, par le biais d'un conventionnement, le concours d'une équipe pluridisciplinaire qui comprendra les compétences suivantes :

- Case manager avec de préférence le profil d'un infirmier coordinateur (IDEC) ;
- Médecin coordonnateur ;
- Ergothérapeute ou autre ;
- Aide-soignant, AMP ou ASG ;
- Animateur ;
- *Autres* : à préciser par le candidat, le cas échéant.



Le candidat veillera à décrire précisément dans sa réponse : les profils de poste par type de professionnel, les modalités d'organisation, de mutualisation et d'articulation qu'il entend dédier à l'expérimentation ainsi que les modalités de formation qu'il entend mettre en œuvre le cas échéant. Il fournira un exemple de planning hebdomadaire type.

→ **Moyens matériels**

Le candidat indiquera les moyens matériels : systèmes d'information, outils numériques, domotiques et véhicules etc... qu'il envisage d'utiliser pour la mise en œuvre du projet.

➔ **Partenariats et coopération**

Le porteur de projet veillera à décrire l'articulation de la plateforme multi-services avec son environnement notamment les partenariats qu'il envisage, ainsi que leurs formes, le cas échéant.

➔ **Coût de fonctionnement et modalités de financement**

a) Cadrage budgétaire

Le candidat transmettra un budget prévisionnel de fonctionnement de la plateforme multi-services en année pleine. Il sera accompagné du programme d'investissement lié au projet et son plan pluriannuel de financement.

b) Modalités de financement

Le financement du dispositif d'EHPAD « Hors les murs » type plateforme multi-services s'appuiera sur :

■ **une Dotation globale « Soins » : 433 287 € (en année pleine).**

■ **un forfait Autonomie financé sur fonds PAERPA : 63 370 €.**

Ces dotations feront l'objet d'un suivi et pourront être réajustées en N+1 suivant l'activité réalisée. Le nombre de journées annuelles maximales est porté à 10 950.

■ **l'APA à domicile** du bénéficiaire, versé à l'établissement (ou au service) par la CTM, sur présentation de factures et justificatifs de suivi.

■ **une participation mensuelle de l'utilisateur** entre 100 € et 150 €.

➔ **Evaluation**

Le candidat devra préciser les modalités de mise en place de l'évaluation annuelle de l'activité du dispositif d'EHPAD hors les murs type plateforme multi-services (*activité générale, profils des usagers, nombre de prestations, durée de la prestation...*).

➔ **Délai de mise en œuvre du projet**

Le projet devra être mis en œuvre au plus tard le : **1^{er} JUILLET 2019.**



ANNEXE 2

AAP-ARS-CTM-N°18-02

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER DE CANDIDATURE

En application des dispositions de l'article R. 313-4-3 du Code de l'action sociale et des familles, chaque candidat, personne physique ou morale gestionnaire responsable du projet, adresse en une seule fois à l'autorité [...] compétente, par **lettre recommandée avec avis de réception** ou **par tout autre moyen permettant d'attester de la date de leur réception**, les documents suivants :

1° CONCERNANT SA CANDIDATURE :

- A. les documents permettant de l'identifier, notamment un exemplaire de ses statuts s'il s'agit d'une personne morale de droit privé ;
(Présentation complète de la structure : composition du C.A, siège social, localisation, historique, projet associatif).
- B. une déclaration sur l'honneur certifiant qu'il n'est pas l'objet de l'une des condamnations devenues définitives mentionnées au livre III du CASF ;
- C. une déclaration sur l'honneur certifiant qu'il n'est l'objet d'aucune des procédures mentionnées aux articles L. 313-16, L. 331-5, L. 471-3, L. 472-10, L. 474-2 ou L. 474-5 du CASF ;
- D. une copie de la dernière certification aux comptes s'il y est tenu en vertu du code du commerce ;
- E. des éléments descriptifs de son activité dans le domaine social et médico-social et de la situation financière de cette activité ou de son but social ou médico-social tel que résultant de ses statuts lorsqu'il ne dispose pas encore d'une telle activité.

2° CONCERNANT SON PROJET :

- A. Tout document permettant de décrire de manière complète le projet en réponse aux besoins décrits par le cahier des charges ;
- B. Un état descriptif des principales caractéristiques auxquelles le projet doit satisfaire, dont le contenu minimal est fixé par **arrêté du 30 août 2010(*)**, comportant notamment un bilan financier, un plan de financement et un budget prévisionnel ;
- C. Le cas échéant, l'exposé précis des variantes proposées et les conditions de respect des exigences minimales que ces dernières doivent respecter ;
- D. Dans le cas où plusieurs personnes physiques ou morales gestionnaires s'associent pour proposer un projet, un état descriptif des modalités de coopération envisagées.

(*) voir ci-après



Contenu de l'arrêté du 30 août 2010

I° Un dossier relatif aux démarches et procédures propres à garantir la qualité de la prise en charge comprenant :

- *un avant-projet du projet d'établissement mentionné à l'article L.311-8 ;*
- *l'énoncé des dispositions propres à garantir les droits des usagers en application des articles L.311-3 à L.311-8 ainsi que, le cas échéant, les solutions envisagées en application de l'article L.311-9 pour garantir le droit à une vie familiale des personnes accompagnées ;*
(Livret d'accueil, le document de prise en charge, le règlement de fonctionnement...) ;
- *la méthode d'évaluation prévue pour l'application du premier alinéa de l'article L.312-8, ou le résultat des évaluations faites en application du même article dans le cas d'une extension ou d'une transformation ;*
- *le cas échéant, les modalités de coopération envisagées en application de l'article L.312-7 ;*

II° Un dossier relatif aux personnels comprenant :

- *une répartition prévisionnelle des effectifs par type de qualification ;*
(Organigramme, planning, fiches de poste, convention collective, modalités de formation)

III° Un dossier financier comportant outre le bilan financier du projet et le plan de financement de l'opération, mentionnés au 2° de l'article R.313-4-3 du même code :

- a) les comptes annuels consolidés de l'organisme gestionnaire lorsqu'ils sont obligatoires ;*
- b) le programme d'investissement prévisionnel précisant la nature des opérations, leurs coûts), leurs modes de financement les incidences sur le budget d'exploitation de l'établissement du plan de financement mentionné ci-dessus ;*
- c) le cas échéant, les incidences sur les dépenses restant à la charge des personnes accueillies ;*
- d) le budget prévisionnel en année pleine du service pour sa première année de fonctionnement. (tarifs prévisionnels)*

Les modèles des documents relatifs au bilan financier, au plan de financement et à celui mentionné au d) sont fixés par arrêté du ministre chargé de l'action sociale.



ANNEXE 3

AAP-ARS-CTM-N°18-02

CRITERES DE SELECTION ET MODALITES DE NOTATION OU D'EVALUATION

Thèmes	Critères	Note	Total de points
Qualité et cohérence du projet de service	Modalités de mise en œuvre de l'EHPAD Hors les Murs.	/10	/60
	Modalités de suivi et d'évaluation de la prise en charge.	/10	
	Modalités d'élaboration et de mise en œuvre du projet individualisé.	/10	
	Adaptation du projet au public et garantie des droits des usagers.	/10	
	Cohérence des effectifs, de la qualification et de formation des personnels adaptés au public (plan de formation, analyse des pratiques, composition de l'équipe...).	/10	
	Modalités de coordination avec les partenaires institutionnels et tout autre partenaire visant à assurer l'offre d'accompagnement, à l'inscrire dans son environnement (qualité de formalisation de partenariats).	/10	
Compétence et expérience du candidat	Connaissance du champ de la prise en charge des personnes âgées dépendantes et des textes réglementaires.	/10	/10
Efficiences médico-économique du projet	Capacité financière du candidat à porter un projet d'EHPAD Hors les Murs de type plateforme multi-services.	/10	/30
	Cohérence et analyse du budget.	/10	
	Respect du cahier des charges et des coûts plafonds.	/10	
Total		/100	/100

Le classement des projets sera réalisé en fonction du nombre total des points obtenus au vu de la note attribuée à chaque critère.